

Revue de presse #52

Aménagement, construction
& réhabilitation durables

Avril 2023

Jérôme Ricolleau - Archis-Atelier Méditerranéen GA - Tactoniques®





Sommaire

—	INFOS À LA UNE	2
—	LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION, NORMES	3
—	ÉCONOMIE ET INCITATIONS FINANCIÈRES	5
—	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	6
—	CONCEPTION DE PROJETS : OUTILS, MÉTHODES & INNOVATION	8
—	CONFORT, SANTÉ & USAGES	9
—	ÉCONOMIE CIRCULAIRE & GESTION DES DÉCHETS	10
—	ÉFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE & ÉNERGIES RENOUVELABLES	11
—	RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE	12
—	MATÉRIAUX BIOSOURCÉS & GÉOSOURCÉS	13
—	PROFESSIONNELS & ENTREPRISES	14
—	RÉALISATIONS & OPÉRATIONS EXEMPLAIRES	15
—	APPELS À PROJETS & À MANIFESTATION	16


INFOS À LA UNE




Congrès
National
Bâtiment
Durable
10^e édition

CONGRÈS NATIONAL DU BÂTIMENT DURABLE 2023 : CHANGEONS LA NATURE R.URBAINES

Avril – Envirobat Occitanie et Effinergie vous donnent rendez-vous les 5 et 6 décembre prochains à Montpellier pour l'édition 2023 du Congrès National Bâtiment Durable (CNBD) : la rencontre nationale des professionnels des secteurs du bâtiment et de l'aménagement durable. Pour cette 10^{ème} édition, le CNBD s'est donné la mission de montrer qu'un autre avenir est possible et que le futur peut être désirable si l'on fait preuve de résilience et d'innovation. Au programme : 3 plénières inspirantes, 20 ateliers thématiques participatifs, 3 visites de lieux témoins, 1 soirée de gala et des espaces réservés au réseautage et à des expositions.


 www.congresbatimentdurable.com


 Réseau Bâtiment Durable / congrès annuel

RÉSILIENCE DES TERRITOIRES : DES OUTILS POUR ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS

Avril – Afin de renforcer la capacité des territoires à faire face au changement climatique, le Cerema a annoncé, d'une part, le lancement d'un projet européen de recherche (RESIST) dédié au développement de solutions fondées sur la nature dans des régions démonstratrices afin de faire face aux risques naturels, et, d'autre part, la parution d'un guide de bonnes pratiques et de repères techniques en matière d'aménagement et de construction adaptés au risque inondation. Le programme Léonard publie également un guide méthodologique à l'usage des collectivités pour accélérer l'adaptation des rues ordinaires aux urgences climatique et sociale.

 Projet de recherche RESIST


 Guide métropolitain de l'aménagement résilient en zone inondable constructible


 Guide méthodologique pour la transformation des rues ordinaires

 territoire / résilience / changement climatique

COÛT DE L'INACTION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN FRANCE : QUE SAIT-ON ?

Mars – C'est à cette question que cherche à répondre l'étude menée par France Stratégie. Secteur par secteur (ressource en eau, agriculture, forêt, risques littoraux, biodiversité, énergie, bâtiments, tourisme, santé), l'étude revient sur les éléments de quantification disponibles dans la littérature institutionnelle française. Si l'évaluation qualitative et quantitative des risques climatiques en France s'est considérablement enrichie depuis la dernière vision synthétique présentée en 2009, l'étude de France Stratégie insiste sur le fait que la connaissance des impacts du changement climatique doit être améliorée à tous les maillons de la chaîne de causalité, et en priorité à la maille territoriale, dans la perspective de piloter les politiques d'adaptation élaborées en grande partie à cette échelle.

 www.strategie.gouv.fr

 changement climatique / impact financier

LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE : DÉROGATION AUX PLU POUR LES CONSTRUCTIONS FAISANT PREUVE D'EXEMPLARITÉ ENVIRONNEMENTALE

Mars – Le décret n°2023-173 du 8 mars 2023 précise les conditions d'application de l'article L. 152-5-2 du Code de l'urbanisme permettant aux constructions faisant preuve d'une exemplarité environnementale de déroger aux règles de hauteur définies dans le règlement d'un plan local d'urbanisme (PLU). Il modifie également les définitions de l'exemplarité énergétique et de l'exemplarité environnementale inscrites aux articles R. 171-1 à R. 171-3 du Code de la construction et de l'habitation, s'appliquant aux constructions mentionnées à l'article du Code de l'urbanisme susmentionné et à l'article L. 151-28 du même code.

 www.lagazettedescommunes.com

 [PLU / dérogations / droit](#)

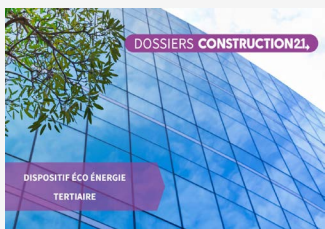
DÉCRYPTAGE DE LA RE2020 POUR LES CONSTRUCTIONS TEMPORAIRES, LES PETITS BÂTIMENTS ET LES EXTENSIONS, L'HABITAT LÉGER DE LOISIRS

Mars – En décembre 2022, un décret et un arrêté relatifs aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires, des constructions et extensions de petite surface et des habitats légers de loisirs sont venus compléter le corpus des textes de la RE2020. Le Cerema publie une fiche explicative sur ce nouveau texte.

 www.cerema.fr

 [RE2020 / extensions / constructions temporaires](#)

CONSTRUCTION21 PUBLIE UN DOSSIER DÉDIÉ AU DISPOSITIF ÉCO ÉNERGIE TERTIAIRE



Avril – Éco Énergie Tertiaire est une obligation réglementaire engageant les acteurs du tertiaire vers la sobriété énergétique. Concrètement, tous les bâtiments de plus de 1000 m² abritant une activité tertiaire, publique ou privée sont concernés par ce dispositif issu de la loi ELAN. Mais plus qu'une obligation, la mise en place de ce dispositif invite à réfléchir aux stratégies et aux actions concrètes permettant de réduire la consommation énergétique des bâtiments tertiaires. A travers une trentaine de contributions d'experts et de professionnels variant les angles de vue, ce dossier, proposé par Construction21 et dont la rédaction en chef est assurée par LLC & Associés Avocats, le Cerema et l'IFPEB, met en avant des exemples concrets, des expériences pratiques et des ressources à mobiliser.

 www.construction21.org

 [décret tertiaire / réglementation / économies d'énergie](#)

DU NOUVEAU POUR LE DÉCRET BACS

Avril – Un décret, publié le 7 avril dernier, modifie les articles R. 175-1 à R. 175-6 du Code de la construction et de l'habitation, introduits par le décret n° 2020-887 du 20 juillet 2020 relatif au système d'automatisation et de contrôle des bâtiments non résidentiels et à la régulation automatique de la chaleur. Désormais, tous les bâtiments tertiaires équipés d'un système de chauffage ou d'un système de climatisation, combiné ou non avec un système de ventilation dont la puissance nominale utile est supérieure à 70 kW, sont concernés par les obligations du décret BACS (auparavant, ce seuil de puissance était fixé à 290 kW). Cette modification sera effective pour les bâtiments neufs dès le 8 avril 2024 et dès le 1^{er} janvier 2027 pour les bâtiments existants. Le texte introduit également l'obligation de mise en place d'une inspection périodique. La première inspection devra être effectuée au plus tard au 1^{er} janvier 2025 pour les édifices existants.

 www.lagazettedescommunes.com

 [décret tertiaire / équipement / ventilation](#)

MON ACCOMPAGNATEUR RÉNOV : LE CALENDRIER D'OBTENTION DE L'AGRÉMENT PRÉCISÉ

Avril – En 2023, Mon Accompagnateur Rénov' s'ouvre à de nouveaux acteurs publics et privés. Afin de garantir leur indépendance et leur compétence, les acteurs souhaitant intervenir en tant que Mon Accompagnateur Rénov' doivent obtenir un agrément de l'Anah. Une plateforme en ligne accessible via le site France Rénov' sera ouverte dès le 30 avril pour permettre aux acteurs éligibles de déposer et de suivre l'instruction de leur dossier de candidature. Deux parcours sont prévus, en fonction des candidats à l'agrément :

- A compter du 2 mai 2023, et au plus tôt, les acteurs historiques qui réalisent déjà des missions d'accompagnement (Espace Conseil France Rénov', opérateurs de l'ANAH, structures chargées d'une opération programmée) seront invités à déposer leur demande sur la plateforme dédiée, en vue d'obtenir cet agrément avant le 1^{er} septembre 2023 ;
- A compter du 1^{er} juillet 2023, les nouveaux acteurs, notamment issus du secteur privé, sont invités à leur tour à déposer leur demande d'agrément pour réaliser les missions d'accompagnement.

 www.ecologie.gouv.fr

 Mon Accompagnateur Rénov' / rénovation énergétique / professionnels

PAS D'INTERDICTION DES CHAUDIÈRES À GAZ DANS L'ANCIEN

Avril – Au cours d'une séance de questions au gouvernement, le ministre délégué chargé de la Ville et du Logement, Olivier Klein, a tenu à rassurer en affirmant que le gouvernement n'a pas à ce jour l'objectif d'étendre l'interdiction des chaudières gaz aux logements anciens. Une précision nécessaire, alors que les constructions neuves n'ont progressivement plus le droit d'en installer. « L'objectif qui est le nôtre est de produire une énergie la plus décarbonée possible (...) mais il n'y a pas à ce jour d'objectif d'interdiction de la production de chauffage et de l'eau chaude sanitaire dans le logement ancien ».

 www.batiweb.com

 équipement / chauffage / ECS

EXPÉRIMENTATION « SECONDE VIE DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX »

28 mars – L'objectif de cette expérimentation, menée dans le cadre de la programmation du Fonds national des aides à la pierre (FNAP) 2023, est d'accompagner la transformation d'immeubles de plus de 40 ans et comportant 100 logements maximum qui répondront de manière cumulative à un ensemble d'exigence :

- une exigence environnementale : atteindre la classe B au minimum du DPE en partant d'un niveau DPE F ou G avant travaux ;
- une exigence d'adaptation de l'offre sociale au besoin, notamment en matière de typologie ;
- une exigence de mise en accessibilité conformément aux dispositions de l'article R. 163-2 du code de la construction et de l'habitation en la matière.

 www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

 rénovation énergétique / logements sociaux

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS : LA LOI SUR LE TIERS-FINANCEMENT EST PUBLIÉE

31 mars – Ouvrir le tiers-financement à l'État, à des établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics, tel est l'objectif de la loi publiée le 31 mars dernier au Journal officiel. Désormais, les personnes publiques pourront, à titre expérimental et pour une durée de 5 ans, déroger au code de la commande publique afin de pouvoir recourir aux contrats de performance énergétique (CPE) conclus sous la forme d'un marché global de performance pour la rénovation d'un ou plusieurs de leurs bâtiments. Avant de décider de recourir à un tel marché, l'acheteur public devra procéder à une étude préalable qui démontre que le recours à un CPE est plus favorable que le recours à d'autres modes de réalisation du projet, notamment en termes de performance énergétique.

 www.actu-environnement.com

 rénovation énergétique / bâtiment public / financement



COMMENT FINANCER LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ?

Avril – L'Agence France Locale publie une étude inédite consacrée à la rénovation énergétique des bâtiments détenus par les collectivités territoriales. Réalisée par 4 élèves administrateurs territoriaux et 4 élèves ingénieurs en chef territoriaux de l'INET, cette étude présente les enjeux de ce versant majeur de la transition écologique, ainsi que les freins trop souvent rencontrés par les collectivités. Elle propose ensuite un mode d'emploi destiné à guider toutes les collectivités dans le maquis des outils juridiques et financiers à leur disposition pour accomplir les travaux de rénovation.

 www.agence-france-locale.fr

 rénovation énergétique / bâtiment public / financement

LE PROJET METABUILDING LANCE UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE DÉDIÉE À L'INNOVATION DANS LE BÂTIMENT

12 avril – Ouverte à toute entreprise, quelle que soit sa taille, qui innove et produit, teste, certifie, offre des services d'accompagnement technique, financier, de soutien à la R&D, ainsi qu'aux associations et clusters, la plateforme numérique d'innovation collaborative du secteur de la construction METABUILDING a pour objectif : d'aider à découvrir et promouvoir des solutions innovantes, trouver des opportunités de collaboration et un soutien financier pour les projets, et accéder facilement à des experts en innovation pour permettre la collaboration des acteurs de l'innovation du bâtiment durable au niveau européen, national et régional.

 www.cercle-promodul.inef4.org

 innovation / PME / financement

URBANSIMUL AIDE LES COLLECTIVITÉS À REDÉFINIR LEUR STRATÉGIE FONCIÈRE

Février – Afin d'accompagner les collectivités dans leurs stratégies foncières, le Cerema et l'Inrae mettent à leur disposition l'outil « UrbanSIMUL ». UrbanSIMUL permet d'accéder à de nombreuses données foncières telles que les terrains constructibles, les gisements en renouvellement urbain, les logements vacants et le prix de l'immobilier, ainsi que de les croiser avec de nombreuses autres informations nationales. En intégrant différents critères, l'application adapte la recherche foncière aux spécificités de chaque territoire analysé et aux besoins des utilisateurs dans de nombreux domaines de compétences des collectivités (urbanisme, habitat, mobilité, environnement). Après six mois d'expérimentation menée auprès de 50 structures pilotes en 2022, UrbanSIMUL est désormais accessible en ligne à tous les acteurs publics ainsi qu'aux bureaux d'études sous contrat.

 www.environnement-magazine.fr

 foncier / urbanisme / territoire

RÉHABILITER LES FRICHES : OPPORTUNITÉS ET MÉTHODOLOGIE

Mars – Quel est le point commun entre une usine désaffectée, une ancienne station-service et une copropriété abandonnée ? Ces sites peuvent être des opportunités pour les collectivités de construire sur un sol déjà artificialisé et souvent bien localisé. Le Cerema présente les éléments-clés de la démarche et les principaux outils à la disposition des collectivités.

 www.construction21.org

 urbanisme / friches / territoire

LE SÉNAT ADOPTE UNE PROPOSITION DE LOI POUR FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DU ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE (ZAN)

Mars – Le Sénat a voté une proposition de loi visant à corriger les obligations de la loi Climat et Résilience sur l'objectif zéro-artificialisation nette des sols d'ici 2050. Les mesures proposées par les sénateurs visent à faciliter la mise en œuvre du ZAN par les collectivités en « renforçant la gouvernance territoriale » et en « associant mieux les collectivités à l'échelon régional ». Le texte prévoit également de garantir à chaque commune une « surface minimale de développement communale » d'un hectare. Les sénateurs envisagent aussi un décompte dans une enveloppe séparée des grands projets nationaux et une prise en compte des spécificités des communes littorales et des territoires de montagne et ultramarins. Le texte doit encore être examiné par l'Assemblée nationale, où les députés ont présenté leur propre proposition de loi pour un meilleur accompagnement des élus locaux.

 www.batiweb.com

 urbanisme / territoire / artificialisation

SE PRÉPARER AUX VAGUES DE CHALEUR : « PLUS FRAÎCHE MA VILLE » PRÉSENTE LA PREMIÈRE VERSION DE SON OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION

Mars – La start-up d'État Plus fraîche ma ville, accompagnée par l'ADEME, dévoile la première version de son outil numérique d'aide à la décision sur le rafraîchissement urbain. Soutenue par l'Association des Maires de France, Plus fraîche ma ville a pour ambition d'accompagner les collectivités dans leurs choix de solutions durables de rafraîchissement urbain adaptées à leurs contextes et besoins. L'outil offre une approche des solutions déclinée selon différents espaces urbains d'intervention, ainsi que des retours d'expérience de villes françaises les ayant déjà déployées. Pour aller encore plus loin, Plus fraîche ma ville appelle les collectivités à partager leurs retours d'expérience et enrichir leur panel de solutions.

 www.construction21.org

 Plus fraîche ma ville

 changement climatique / îlot de chaleur / urbanisme

L'ARBRE EN VILLE : DEUX GUIDES AU SERVICE DE L'ADAPTATION DES VILLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avril – Dans le cadre d'un partenariat avec la ville de Metz et la communauté d'agglomération Metz Métropole, le Cerema a mené une étude et défini une méthodologie de sélection des essences d'arbres. Un processus qui a abouti à la réalisation de l'outil SESAME (Services EcoSystémiques rendus par les Arbres, Modulés selon l'Essence). L'outil recense 400 espèces locales, acclimatées de longue date ou exotiques, avec pour chaque espèce ses caractéristiques en termes de services écosystémiques, de capacités d'adaptation au changement climatique et au contexte urbain. De son côté, l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) a publié une étude qui propose de documenter et de quantifier la canopée des 8 essences d'arbres adultes les plus représentées des espaces publics parisiens, à savoir : le platane, le marronnier d'Inde, le tilleul argenté, le sophora, l'érable plane, le micocoulier, le noisetier de Byzance et le poirier.

 www.construction21.org

 www.apur.org

 aménagement / biodiversité / arbre

LES ACTES DU FORUM NATIONAL « IMPULSER LES TRANSITIONS DANS NOS TERRITOIRES » SONT DISPONIBLES

Avril – Pendant 2 jours, les 5 et 6 décembre 2022 à Clermont-Ferrand, lors du forum « Impulser les transitions dans nos territoires : des outils & méthodes pour accélérer », collectivités et organisations socio-économiques ont pu échanger autour d'outils et méthodes au service de projets territoriaux de transition (climat, air, eau, énergie, mobilités, biodiversité, alimentation, culture...). Publiés en février 2023, les actes de ce forum permettent de revenir sur ces échanges.

 www.cerdd.org

 territoire / transition écologique

PRENDRE EN COMPTE LA BIODIVERSITÉ DANS LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT : UN OUTIL SIMPLE POUR SE POSER LES BONNES QUESTIONS

Avril – Le réseau du dispositif « Territoires Engagés pour la Nature » (TEN) en Auvergne Rhône-Alpes a constaté qu'en dehors des aspects réglementaires, la protection de la biodiversité est encore souvent très mal prise en compte par les chefs de projets d'aménagement. Pour répondre à cela, le Cerema a conçu un outil d'auto-évaluation leur permettant de mieux se saisir du sujet. Cet outil permet d'orienter les réflexions autour de la prise en compte des enjeux de la biodiversité dans les projets d'aménagement. Son objectif est de permettre au chef de projet de se poser certaines questions auxquelles il n'aurait peut-être pas pensé et pour lesquelles, souvent, des réponses simples et peu onéreuses peuvent être apportées avec un impact positif avéré pour favoriser la biodiversité.

 www.cerema.fr


 urbanisme / logement / territoire


RETOUR D'EXPÉRIENCE SUR LA GESTION DE L'EAU LORS DE LA SÉCHERESSE DE 2022



©Depositphotos

Avril – Un rapport ministériel dresse le bilan de la gestion de l'eau pendant la sécheresse de l'été 2022. Constatant « la persistance de vulnérabilités » dans la production et la distribution d'eau potable face au changement climatique, les auteurs du rapport proposent 18 pistes d'amélioration face aux crises à venir, organisées autour de 4 perspectives : des plans de sobriété pour les principaux usages ; la sécurisation de l'alimentation en eau potable et des usages de sécurité civile ; un « écowatt de l'eau » ; et une communication sur la durée et pas seulement en période de crise.


 www.vie-publique.fr


 changement climatique / eau / territoire



QUELS SONT LES DIFFÉRENTS LEVIERS D'ÉCOCONCEPTION EXISTANTS ?

Février – À retrouver dans une publication mise à disposition en ligne par l'ADEME, une liste complète de 42 moyens pour aider à écoconcevoir un produit, un procédé ou encore un service. Cette liste est basée sur l'analyse du retour d'expériences de l'ADEME de plus de 10 années de financement de projets d'écoconception réalisés par des entreprises avec des bureaux d'études spécialisés.

 <https://librairie.ademe.fr>

 écoconception / transition écologique / décarbonation

« ECOSCALE », UN OUTIL D'ÉVALUATION DE LA CIRCULARITÉ DES PRODUITS DU BTP

Avril – Le CSTB a lancé au mois d'avril l'Ecoscale, un outil permettant de noter les produits et équipements du bâtiment selon quatre indicateurs de circularité : les matières recyclées et renouvelables, la démontabilité, la réemployabilité et la recyclabilité. Plus précisément, une note allant de A à E sera attribuée pour chacun de ces facteurs et pourra se retrouver grâce à un QR Code apposé au produit. Ce nouvel outil s'inscrit notamment dans l'évolution de la réglementation actuelle, faisant la part belle à la gestion de la fin de vie des matériaux (REP bâtiment).

 www.batiweb.com

 recyclage / réemploi / matériaux

LES LIVRABLES DU PROJET PROMEVENTERTIAIRE SONT DÉSORMAIS DISPONIBLES



11 avril – La ventilation des bâtiments tertiaires est un élément essentiel pour le confort et la santé des usagers. Pour garantir une bonne installation et un bon fonctionnement des équipements, le projet PromevenTertiaire – dans lequel le Cerema a été particulièrement impliqué – a œuvré pendant quatre ans. Ses conclusions sont désormais accessibles en ligne. Elles offrent notamment des outils pratiques pour les professionnels, alertant par exemple sur les défauts récurrents des systèmes de ventilation, en termes de santé, de coûts et de performance énergétique, et listent les moyens d’y remédier.

 www.cerema.fr

 ventilation / confort / santé

QUEL IMPACT DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE BÂTIMENTS BASSE CONSOMMATION SUR LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR ?

18 avril – Zoom sur le projet RENOVAIR, piloté par le Cerema, qui poursuit 3 objectifs principaux :

- Constater la manière dont sont prises en compte l'étanchéité à l'air, la ventilation et la qualité de l'air intérieur dans les opérations de rénovation énergétique sur des bâtiments basse consommation.
- Identifier les leviers d'amélioration de l'efficacité énergétique des rénovations dans le cadre de la mise en œuvre de solutions correctives sur l'étanchéité, la ventilation et la qualité de l'air intérieur.
- Accompagner les politiques publiques pour définir des critères d'éco-conditionnalité sur l'étanchéité à l'air, la ventilation et la qualité de l'air intérieur.

À noter que les premiers résultats du projet indiquent qu'une amélioration de l'étanchéité à l'air n'est pas systématique post-rénovation et que le niveau de confort a lui aussi tendance à être ressenti comme détérioré.

 www.cerema.fr

 rénovation énergétique / ventilation / qualité de l'air

OCAB, NOUVEL ORGANISME COORDONNATEUR DE LA REP BÂTIMENT

15 mars – La société OCAB a été agréée organisme coordonnateur de la filière REP du bâtiment jusqu'au 31 décembre 2024, par un arrêté en date du 17 février 2023. En effet, dans le cadre de la réglementation en vigueur, lorsque plusieurs éco-organismes sont agréés pour une même catégorie de produits du bâtiment, il peut leur être imposé la mise en place d'un « organisme coordonnateur », qui aura pour mission d'assembler certains travaux communs des éco-organismes et répartir les obligations de ces derniers.

 www.lagazettedescommunes.com

 déchets / REP / réglementation

LE LIVRE BLANC DU RÉEMPLOI EST SORTI !

11 avril – Comment faire pour généraliser la mise en œuvre du réemploi ? Comment transformer de manière durable notre manière de concevoir les bâtiments en y intégrant des matériaux issus du réemploi ? Quels sont les moyens techniques et réglementaires pour démocratiser cette pratique ancienne et vertueuse ? C'est à toutes ces questions que répond le livre blanc « Le réemploi, de l'expérimentation à la massification » publié par l'association Construction21. Piloté par le Booster du Réemploi et l'ICEB, sous le parrainage de l'éco-organisme Valdelia, ce livre blanc rassemble 30 publications différentes d'experts et d'opérationnels du secteur sur le sujet. Au programme, des articles tels que « La digitalisation, une aide indispensable à l'économie circulaire ? » ou encore « Quand le réemploi se met en mouvement à l'échelle locale ».

 www.construction21.org

 réemploi / économie circulaire / bâtiment

ALLER VERS UNE RECONNAISSANCE ASSURANTIELLE DU RÉEMPLOI AVEC LE PROJET SPIROU

14 avril – Le CSTB coordonne le projet SPIROU (Sécuriser les Pratiques Innovantes de Réemploi via une Offre Unifiée) dans le but de faire un pas de plus vers l'expansion de la pratique du réemploi dans le secteur du bâtiment. Plus précisément, cette démarche a pour objectif principal « d'accompagner les pratiques de réemploi vers une reconnaissance assurantielle, en développant des guides méthodologiques, s'appuyant sur les premiers retours d'expérience prometteurs de l'ensemble de la filière du réemploi » et en harmonisant les modes opératoires déjà existants.

 www.cstb.fr

 réemploi / économie circulaire / assurance



ETUDE ADEME : « PHOTOVOLTAÏQUE, SOL ET BIODIVERSITÉ : ENJEUX ET BONNES PRATIQUES »



Mars – Le déploiement des énergies renouvelables est l'un des moyens majeurs d'atteindre la neutralité carbone et de réduire notre dépendance énergétique. Le solaire photovoltaïque, en particulier, est appelé à jouer un rôle majeur dans la transition en cours. Toutefois, lorsqu'elles sont implantées dans des milieux naturels, les centrales photovoltaïques peuvent avoir des incidences négatives significatives sur les sols et la biodiversité. Ces incidences et les moyens de les éviter (E), de les réduire (R) ou à défaut de les compenser (C) sont de mieux en mieux connus, et peuvent d'ores et déjà être pris en compte lors de la planification, de la conception, puis de l'exploitation de ces centrales. Fruit d'un partenariat entre l'ADEME et l'OFB, ce document dresse un état des connaissances des incidences et propose des solutions visant à y remédier. Des retours d'expérience illustrent leur mise en œuvre concrète à l'échelle de différents projets, sans en occulter les difficultés.

<https://librairie.ademe.fr>

biodiversité / photovoltaïque / EnR

QUELLES SONT LES PERFORMANCES RÉELLES DES POÊLES À GRANULÉS DE BOIS ?

Mars – A l'occasion du salon BePOSITIVE qui a eu lieu en mars dernier à Lyon, l'ADEME a mis au jour une étude consacrée aux poêles à granulés, systèmes de chauffage de plus en plus prisés par les ménages français. Il en résulte que ces appareils présentent d'excellentes performances énergétiques, avec un rendement moyen de 85%, soit environ 10% de plus que les poêles à bûches récents sur le marché. Pour bénéficier d'une efficacité optimale, il est cependant nécessaire d'adopter les bonnes pratiques et éviter certaines erreurs : par exemple, bien dimensionner la puissance de chauffe de l'appareil en adéquation avec le besoin en chauffage du logement, veiller à analyser la nécessité ou non de la mise en place d'un chauffage d'appoint, mais aussi acheter des granulés certifiés et les stocker dans de bonnes conditions.

<https://batinfo.com>

chauffage / poêle à bois / bois énergie

PANNEAUX SOLAIRES ET POMPE À CHALEUR, LA COMBINAISON GAGNANTE !

Mars – Et si associer le solaire résidentiel avec une pompe à chaleur était le secret pour réaliser un maximum d'économies d'énergie ? C'est ce que semble indiquer une étude récente menée par SolarPower Europe. Plusieurs scénarios ont été analysés pendant la crise énergétique de 2022 dans des ménages de taille moyenne en Allemagne, en Espagne et en Italie : panneaux solaires seuls, pompe à chaleur seule, ainsi que les deux systèmes combinés. Cette dernière solution a permis aux foyers étudiés d'économiser entre 62 % et 84 % sur leur facture d'énergie annuelle, un chiffre bien plus conséquent que pour les deux autres types d'installations.

www.pv-magazine.fr

solaire / pompe à chaleur / économies d'énergie

TRAVAUX PAR ÉTAPES : DES FICHES PRATIQUES POUR TRAITER LES INTERFACES



6 avril – Retrouvez en ligne et gratuitement 71 fiches pratiques pour connaître et prévenir les risques d'une rénovation par étapes. Réalisées par Dorémi et Eneritech avec le soutien de l'ADEME, ces fiches traitent les interfaces à risque lors de rénovations poste à poste (murs, toitures, sols, fenêtres, systèmes de chauffage et de ventilation). Chaque fiche propose une explication des problèmes rencontrés complétée par des illustrations simples des problématiques techniques, détaille les impacts du projet sur le logement, la santé ou le chantier ainsi que le niveau de difficulté pour traiter l'interface en 2 étapes, et fournit un conseil pour réussir le projet de rénovation tout en préservant la santé, le bâti, le confort et la réduction réelle de vos consommations d'énergie.

 <https://conseils.xpair.com>

 Fiches travaux par étapes

 rénovation énergétique / travaux / logement

L'ÉTAT VA MESURER LES CONSOMMATIONS RÉELLES D'ÉNERGIE DES LOGEMENTS RÉNOVÉS

17 avril – Le ministère de la Transition énergétique a lancé, le 6 avril, une campagne de mesures pour évaluer les économies d'énergie générées par les travaux de rénovation énergétique. Un million de ménages français viennent de recevoir un courrier dans leur boîte aux lettres pour autoriser le service des statistiques du ministère à se servir de leurs données de consommation énergétique mensuelles, transmises par les distributeurs d'électricité et gaz.

 www.actu-environnement.com

 consommation énergétique / logement / enquête

DE LA NÉCESSAIRE FORMATION AUX MATÉRIAUX BIOSOURCÉS

30 mars – François Leroux, de l'association Oïkos, est revenu dans un entretien accordé dans le cadre du salon BePOSITIVE sur l'importance de la formation aux matériaux biosourcés et géosourcés pour les professionnels du secteur, et ce afin de massifier le recours à ces ressources d'origine naturelle sur les chantiers. Selon lui, « les écoles traditionnelles d'architecture ou d'ingénieurs commencent à s'emparer de ce sujet mais cela nécessiterait sans doute d'être encore plus développé auprès des futures générations d'étudiants. »

 www.emploi-environnement.com

 matériaux / biosourcés / formation


INCENDIE À MONTFERMEIL : CHANGER LES PRATIQUES POUR ÉVITER LES ACCIDENTS



©Depositphotos

17 avril – L'architecte Emmanuelle Patte s'est livrée dans un entretien au Moniteur sur l'incendie vertigineux survenu sur le chantier de l'école maternelle Jules Ferry à Montfermeil, en Seine Saint Denis, le 15 avril dernier. Une construction qui devait s'achever à la fin de l'année. La cause du sinistre ? Les bonbonnes de gaz qui servaient à l'exécution de l'étanchéité ont explosé, détruisant entièrement le bâtiment en structure bois et recouvert d'une isolation en paille. Pour éviter ce type d'incidents, l'architecte clame une attitude « résiliente » et propose des solutions telles que « stocker les bonbonnes de gaz dans un local coupe-feu, installer des détecteurs de fumée ou employer une société de gardiennage ». Le tout en continuant de croire à la nécessité de l'emploi de matériaux biosourcés comme le bois.

 www.lemoniteur.fr

 bois / biosourcé / interview

DÉVELOPPER L'ÉCO-MIMÉTISME GRÂCE À UN PARTENARIAT D'ENVERGURE

14 avril – Le 6 avril dernier, Sorbonne Université et Suez ont signé un accord de partenariat ayant pour but de renforcer leur coopération scientifique et industrielle pour les cinq prochaines années autour de deux sujets plus que jamais d'actualité : l'éco-mimétisme et la transition écologique. Cet accord doit soutenir des projets innovants qui serviront entre autres à rendre les villes plus résilientes au changement climatique, mais aussi développer des formations spécifiques pour accroître les connaissances des étudiants de la Sorbonne sur ces différentes thématiques.

 www.environnement-magazine.fr


 formation / recherche / écomimétisme

REMETTRE LE LOGEMENT AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN 12 PROPOSITIONS



18 avril – Christine Leconte, présidente de l'Ordre des architectes, et Marjolaine Meynier-Millefert, députée, ont formulé 12 propositions dans le cadre du Conseil national de la refondation (CNR) Logement, qu'elles coprésident. Le but ? Faire de la fabrique du logement un levier de transformation écologique de la société. Parmi les mesures proposées, équilibrer les territoires pour les rendre plus respectueux de l'environnement, renforcer la formation des futurs architectes dans les ENSA avec des moyens financiers augmentés, ou encore passer à une politique de rénovation énergétique globale, massive et performante (plutôt que mono-geste).

 www.architectes.org

 logement / transition écologique



© Cécile SEPTET

CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS COLLECTIFS SOCIAUX EN BÉTON DE CHANVRE EN RÉGION PARISIENNE

21 mars – Zoom sur un projet de construction neuve des plus intéressants, à Boulogne-Billancourt dans les Hauts-de-Seine : les 15 logements sont édifiés avec un matériau innovant, le béton de chanvre, ici mis en œuvre pour la première fois sur un R+8. Cette ressource permet non seulement un excellent confort thermique et d'usage, une bonne rapidité d'exécution grâce à sa légèreté, mais également d'avoir un bilan carbone positif. Les retours d'expérience sur les immeubles composant l'ensemble sont déjà très positifs, à l'image d'une famille interrogée qui affirme sa « grande fierté » de vivre dans un logement ayant expérimenté un tel matériau biosourcé et vertueux.

 www.construction21.org

 béton de chanvre / logement collectif / matériau biosourcé

UNE RÉNOVATION PASSIVE D'UNE MAISON HISTORIQUE À LONDRES

5 avril – Outre-manche, voici un bel exemple de réhabilitation vertueuse d'un bâtiment ancien : une maison de style édouardien – début des années 1900 – à Muswell Hill à Londres, a été rénovée et agrandie par Ben Ridley, le directeur d'Architecture for London. Au programme, de nombreux travaux d'envergure tels que la pose de triple vitrage ou encore l'amélioration de l'étanchéité à l'air et de l'isolation de l'enveloppe du bâtiment, qui ont permis l'atteinte d'une valeur U standard Passivhaus de 0,15 ou supérieure (1,59 W/m²K). Une performance remarquable qui prouve que réactualiser l'ancien en le rendant plus durable est tout à fait possible !

 www.build-green.fr

 réhabilitation / ancien / logement

Appels à projets & à manifestation

Résilience & adaptation au changement climatique : Appel à retours d'expérience HQE Performance

Ouvert jusqu'au 19.05.23 – Périmètre : national

Un an après la sortie du cadre de définition de la Résilience et l'Adaptation au changement climatique pour l'environnement bâti, l'Alliance HQE-GBC lance un appel à retours d'expérience HQE Performance auprès des Collectivités, des Aménageurs et des acteurs du cadre de vie. Cet appel vise à identifier des bonnes pratiques et des réponses concrètes pour inscrire les enjeux de l'adaptation dans leurs documents de planification, leurs stratégies territoriales ou leurs projets opérationnels ou leur patrimoine bâti existant.


 www.hqegbc.org

 **changement climatique / retours d'expériences**

Planifriches - Accompagner la planification territoriale des friches industrielles

Du 26.01.2023 au 26.06.23 – Périmètre : national

Cet appel à manifestation d'intérêt lancé par l'ADEME s'adresse aux collectivités, aux structures porteuses de schéma de cohérence territoriale (SCoT), ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de PLUi. Il a pour but de partager les expériences et solutions relatives aux friches à risque de pollution dans les démarches territoriales.

 agirpourlatransition.ademe.fr

 **friches / territoires**

4^{ème} promotion de l'Accélérateur Transition Energétique

Ouvert jusqu'au 26.06.23 – Périmètre : national

L'accélérateur Transition Energétique est un programme d'accompagnement d'une durée de 18 mois proposé par BPI France pour les dirigeants de PME. A raison de deux journées par trimestre, les entreprises intégrées à l'Accélérateur bénéficient de 6 séminaires thématiques construits avec Audencia Business School, de conseil personnalisé pour engager leur transition énergétique, d'une mise en réseau et d'un accompagnement premium de la part de Bpifrance.

 www.bpifrance.fr

 **transition énergétique / entreprise**

AMI : Référencement pour le pilotage d'expérimentations - Devenir l'organisme de formation par l'apprentissage de demain

Ouvert jusqu'au 30.06.23 – Périmètre : national

Cet appel à manifestation d'intérêt lancé par le CCCA-BTP dans le cadre de son plan stratégique 2022-2025 a pour objectif « d'expérimenter des prototypes et solutions pédagogiques innovantes pour mieux accompagner l'évolution des métiers du BTP ». Il est ouvert aux organismes de formation par apprentissage aux métiers du BTP.

 www.ccca-btp.fr

 **formation / filière / BTP**

Études de réseaux de chaleur renouvelables, 2^e édition

Du 15.03.2023 au 15.09.23 – Périmètre : national

Cet Appel à projets propose une aide exceptionnelle (jusqu'à 80% de votre étude financée par l'ADEME) pour aider les collectivités, associations et entreprises à identifier et mettre en œuvre les projets de réseaux de chaleur renouvelable et de récupération ou de boucles d'eau tempérées géothermiques les plus pertinents sur leur territoire.

 agirpourlatransition.ademe.fr

 **réseaux de chaleur / énergies renouvelables**

ORMAT, le nouvel appel à projet de l'ADEME

Ouvert jusqu'au 01.10.23 – Périmètre : national

L'appel à projet « Objectif Recyclage MATières » (AAP ORMAT), lancé par l'ADEME, a pour but de « soutenir les projets d'études et d'investissements qui favorisent, par le levier du recyclage, la réduction de l'utilisation de matières premières primaires, la résilience et la décarbonation de l'industrie en France. » Il concerne six grandes familles de matériaux : plastiques, textiles, métaux et batteries, bois, papier – carton, verre et matériaux minéraux.


 agirpourlatransition.ademe.fr

 matériaux / décarbonation / recyclage

Appel à projets – Prévention et Remédiation des désordres bâtimentaires dus au phénomène de Retrait Gonflement des sols Argileux (RGA)

Ouvert jusqu'au 15.11.23 – Périmètre : national

Cet appel à projets vise à identifier et à recenser des causes aggravantes et des démarches, méthodes, solutions ou dispositifs innovants au phénomène de Retrait Gonflement des sols Argileux (RGA).

 agirpourlatransition.ademe.fr

 sols / prévention / risques

4^{ème} promotion de l'Accélérateur Construction

Ouvert jusqu'au 03.12.23 – Périmètre : national

Bpifrance et la Direction générale des entreprises annoncent le lancement de la quatrième édition du programme Accélérateur Construction. Son objectif ? Soutenir et accélérer la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur de la construction en France, et les accompagner dans leur transformation vers une économie bas carbone.


 www.bpifrance.fr

 PME / rénovation énergétique

Appel à projets – Audit et réhabilitation d'installations solaires thermiques collectives

Ouvert jusqu'au 31.12.23 – Périmètre : national

Cet appel à projets est une expérimentation de dispositif de financement d'un audit d'installation solaire thermique et du chantier de réhabilitation associé pour des collectivités, entreprises ou associations.

 agirpourlatransition.ademe.fr

 énergies renouvelables / solaire / équipement

Appel à manifestation d'intérêt « la Fabrique à projets » autour de l'habitat inclusif

AMI permanent – Périmètre : national

Cet AMI, lancé par le gouvernement, s'inscrit dans la démarche Bien vieillir dans les Petites villes de demain. L'objectif est de soutenir les projets qui contribuent à adapter les territoires au vieillissement de la population. Les lauréats pourront bénéficier d'un accompagnement, d'une aide en ingénierie, ainsi que d'un financement.

 www.avise.org

 habitat / personnes âgées

Le Réseau Bâtiment Durable, animé conjointement par l'ADEME et le Plan Bâtiment Durable, regroupe 23 centres de ressources et clusters régionaux et nationaux au service de la qualité et de la performance environnementale, énergétique et sanitaire du cadre de vie bâti. Leur mission commune : informer, soutenir et faire dialoguer les acteurs locaux de la construction, de la rénovation, de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement durables. Intégrez votre réseau local pour booster vos actions !

LES MEMBRES DU RÉSEAU BÂTIMENT DURABLE



Réalisé par



Cluster construction et aménagement durables



Avec le soutien de

